

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2005 — 3110

[2005/203186]

27 OCTOBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en ce qui concerne la commission d'avis et l'instruction des recours auprès du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par le décret-programme de relance économique et de simplification administrative du 3 février 2005, notamment les articles 4, 6, 108, 119, 120, 127, 133, 208, 209, 233 et les articles 452/1 et suivants;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 13 juin 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 juillet 2005;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, réputé favorable en application de l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o du Code;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chapitre XXI du titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est remplacé comme suit :

« CHAPITRE XXI. — *De la commission d'avis et de l'instruction des recours auprès du Gouvernement*

Section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 452/1. La commission d'avis visée à l'article 120 a son siège dans les locaux désignés par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions.

Le secrétariat de la Commission d'avis est assuré conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Section 2. — De la commission d'avis

Art. 452/2. § 1^{er}. Le président de la commission d'avis est nommé par le Gouvernement.

Outre le président, les membres de la commission sont nommés par le Gouvernement sur la base :

1^o de deux listes de cinq personnes chacune proposées par la Commission régionale de l'aménagement du territoire;

2^o de deux listes de cinq personnes chacune proposées par l'Ordre des architectes, parmi les personnes qui sont chargées, en application de l'article 11, de l'élaboration ou de la révision des schémas, des plans d'aménagement ou des règlements d'urbanisme ou qui sont membres de la Chambre des Urbanistes de Belgique;

3^o de deux listes de cinq personnes chacune proposées conjointement par les députations permanentes des conseils provinciaux;

4^o de deux listes de deux personnes chacune proposées par la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne.

§ 2. Le membre de la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne ne siège au sein de la commission d'avis que lorsque le recours se rapporte aux permis visés à l'article 109.

§ 3. Le Gouvernement nomme les personnes qui suppléent le président et les membres visés au § 1^{er}.

La personne qui supplée siège valablement lorsque la personne qu'elle supplée est empêchée.

Sous peine d'incompatibilité, aucune personne qui siège à la commission d'avis ne peut exercer un mandat auprès de plusieurs des organes ayant proposé des membres.

Art. 452/3. La commission délibère valablement si le président et trois autres membres au moins sont présents.

Le président n'a pas voix délibérative.

En cas de parité des voix, l'avis est réputé favorable à l'auteur du recours.

Art. 452/4. La nomination d'un membre de la commission d'avis prend fin soit en cas de renouvellement de la commission, soit en cas de perte de la qualité sur la base de laquelle le membre a été nommé.

En cas de vacance, le membre suppléant devient membre effectif. Il est pourvu au remplacement du membre suppléant dans les deux mois de la vacance selon les modalités visées à l'article 452/2.

Art. 452/5. Hormis le président et le suppléant du président, les fonctionnaires et agents de la Région wallonne ne peuvent pas être membres de la commission d'avis.

En ce compris le président ou le suppléant du président, il est interdit à tout membre de la commission de siéger lorsqu'il a un intérêt direct à l'objet de la demande d'avis, soit personnellement, soit par personne interposée, soit comme chargé d'affaires.

Chaque membre est tenu de respecter la confidentialité de la délibération et de l'avis de la commission.

Sur la proposition du président ou du suppléant du président et après avoir été entendu par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions, tout membre de la commission peut être révoqué par le Gouvernement en cas d'inconduite notoire ou de manquement grave aux devoirs de sa charge ou qui est absent à plus de trois séances consécutives, sauf en cas de force majeure.

Art. 452/6. Le président de la commission d'avis et, le cas échéant, le suppléant du président, ont droit :

1^o à un jeton de présence de 35,00 euros par dossier traité, avec un minimum de 70,00 euros et un maximum de 210,00 euros par journée;

2^o au remboursement des frais de déplacement suivant les modalités prévues par le Code de la fonction publique wallonne.

Les membres de la commission ont droit :

1^o à un jeton de présence de 25,00 euros par dossier traité, avec un minimum de 50,00 euros et un maximum de 150,00 euros par journée;

2° au remboursement des frais de déplacement suivant les modalités prévues par le Code de la fonction publique wallonne.

Les personnes concernées sont assimilées aux bénéficiaires qui sont titulaires d'un grade de niveau 1 au sens du Code de la fonction publique wallonne.

Art. 452/7. La commission d'avis peut établir un règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement.

Section 3. — De l'instruction des recours

Art. 452/8. Les recours visés aux articles 119 et 127, § 6, sont adressés par envoi à l'adresse du directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne.

Le demandeur qui introduit le recours mentionne :

- 1° soit la date à laquelle il a reçu la décision visée à l'article 119, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°;
- 2° soit la date de l'envoi visé à l'article 119, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°;
- 3° soit la date à laquelle il a reçu la décision visée à l'article 127, § 4, alinéa 1^{er};
- 4° soit, dans le cas d'absence de décision visée à l'article 127, § 4, alinéa 3, la date de l'envoi visé à l'article 127, § 2, alinéa 1^{er}.

Le demandeur joint au recours une copie des plans de la demande de permis et, le cas échéant, de la décision dont recours.

Aux recours visés aux articles 108, § 2, et 119, § 2, est jointe une copie du dossier concerné et un repérage qui vise :

1° la situation du bien immobilier au plan de secteur et, le cas échéant, au plan communal d'aménagement, au schéma de structure communal, au schéma directeur, au rapport urbanistique et environnemental, au permis de lotir, le long d'une voirie régionale ou provinciale, le long d'une voirie communale qui a fait l'objet d'un plan d'alignement, le long d'une ligne de chemin de fer ou le long d'un cours d'eau navigable ou non navigable;

2° l'existence de servitudes ou de réservations, d'un règlement régional d'urbanisme applicable, d'un règlement communal d'urbanisme applicable, d'une procédure d'aménagement du territoire ou d'urbanisme opérationnels ou d'une infraction constatée par procès-verbal;

3° l'inscription du bien immobilier à l'inventaire du patrimoine immobilier ou sur une liste de sauvegarde, son classement ou son classement provisoire au sens de l'article 208, sa situation dans une zone de protection visée à l'article 209, dans un site repris à l'inventaire visé à l'article 233 ou faisant l'objet de formalités équivalentes en vertu de la législation applicable en région de langue allemande.

Le repérage contient tout autre renseignement susceptible d'éclairer le Gouvernement.

Art. 452/9. Dans les dix jours à dater de la réception du recours, la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne transmet :

1° à la personne qui a introduit le recours, un accusé de réception qui précise le lieu et la date auxquels se tient l'audition où elle est invitée à se présenter et, dans le cas où le demandeur a introduit le recours, mentionne le contenu de l'article 452/10;

2° aux autres parties une copie du dossier de recours et de l'accusé de réception ainsi que l'invitation à se présenter à l'audition.

Art. 452/10. S'ils n'ont pas introduit le recours, le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué transmettent à l'adresse visée à l'article 452/8 et dans les cinq jours ouvrables de la réception des documents visés à l'article 120, alinéa 1^{er}, 2°, une copie du dossier concerné qui comprend le repérage visé à l'article 452/8, alinéa 3.

Art. 452/11. Dans les vingt jours à dater de la réception du recours, la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne transmet au secrétariat de la commission d'avis une copie du recours et des éléments visés à l'article 119, § 1^{er}, alinéa 2.

Le secrétariat de la commission tient le recours et les éléments précités à la disposition des membres.

Art. 452/12. Au plus tard le jour ouvrable qui précède l'audition, la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne dépose au secrétariat de la commission d'avis un document qui précise exclusivement le cadre dans lequel s'inscrit le projet, à savoir :

1° la situation et, le cas échéant, les dérogations au plan de secteur, à un règlement régional d'urbanisme, au règlement communal d'urbanisme, à un plan communal d'aménagement ou à un permis de lotir ainsi que l'inscription du bien immobilier dans le schéma de structure communal ou dans un rapport urbanistique et environnemental;

2° le cas échéant, l'inscription du bien immobilier à l'inventaire du patrimoine immobilier ou sur la liste de sauvegarde, s'il est classé ou en voie de classement au sens de l'article 208, sa situation dans une zone de protection visée à l'article 209, sa localisation dans un site repris à l'inventaire visé à l'article 233 ou faisant l'objet de formalités équivalentes en vertu de la législation applicable en région de langue allemande.

Art. 452/13. Dans les quarante jours à dater de la réception du recours, la commission d'avis émet son avis motivé en fonction du cadre visé à l'article 452/12, alinéa 2, et des circonstances urbanistiques et architecturales locales. L'avis précise en quoi la destination générale de la zone et son caractère architectural sont ou ne sont pas compromis par le projet dont recours.

Art. 452/14. La lettre de rappel visée à l'article 121 fait l'objet d'un envoi permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé.

La lettre de rappel contient les mentions suivantes :

- 1° le nom et l'adresse du demandeur;
- 2° les références du dossier;
- 3° le terme "rappel." »

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 portant nomination des membres de la Commission d'avis sur les recours introduits auprès du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 24 mars 2005, reste en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon adopté sur la base de l'article 452/2 du même Code, visé à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 octobre 2005.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 3110

[2005/203186]

27. OKTOBER 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe hinsichtlich der beratenden Kommission und der Überprüfung der bei der Regierung eingereichten Einsprüche

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in seiner durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel 4, 6, 108, 119, 120, 127, 133, 208, 209, 233 und der Artikel 452/1 und ff.;

Aufgrund des am 13. Juni 2005 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 28. Juli 2005 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung, das in Anwendung von Artikel 4 Absatz 1 3^o des Gesetzbuches als günstig gilt;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Buch IV Titel I Kapitel XXI des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«KAPITEL XXI — *Die beratende Kommission und die Überprüfung der bei der Regierung eingereichten Einsprüche*

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmung

Art. 452/1 - Die in Artikel 120 erwähnte beratende Kommission hat ihren Sitz in den Räumlichkeiten, die vom Minister bestimmt werden, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

Das Sekretariat der beratenden Kommission wird in Übereinstimmung mit Art. 4 § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der wirtschaftlichen Planung und Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrats der wallonischen Region, und insbesondere was den «Conseil économique régional pour la Wallonie» angeht, geführt.

Abschnitt 2 — Die beratende Kommission

Art. 452/2 - § 1 - Der Vorsitzende der beratenden Kommission wird von der Regierung ernannt.

Neben dem Vorsitzenden werden die Mitglieder der Kommission von der Regierung auf folgenden Grundlagen ernannt :

1^o zwei Listen von je fünf Personen, die von dem Regionalausschuss für Raumordnung vorgeschlagen werden;

2^o zwei Listen von je fünf Personen, die von der Architektenkammer unter den Personen vorgeschlagen werden, die in Anwendung von Art. 11 mit der Ausarbeitung oder der Revision der Schemen, der Raumordnungspläne oder der Städtebauordnungen beauftragt sind, oder die Mitglied der belgischen Städteplanerkammer sind;

3^o zwei Listen von je fünf Personen, die gemeinsam von den ständigen Ausschüssen der Provinzialräte vorgeschlagen werden;

4^o zwei Listen von je zwei Personen, die von der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region vorgeschlagen werden;

§ 2 - Das Mitglied der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region tagt nur dann in der beratenden Kommission, wenn der Einspruch sich auf die in Art. 109 erwähnten Genehmigungen bezieht.

§ 3 - Die Regierung ernennt die Personen, die den Vorsitzenden und die in § 1 erwähnten Mitglieder stellvertretend ersetzen.

Die stellvertretenden Personen tagen auf gültige Weise, wenn die Person, deren Vertretung sie gewährleisten, verhindert ist.

Unter Gefahr der Unvereinbarkeit darf niemand, der in der beratenden Kommission tagt, ein Mandat bei mehreren Organen, die Mitglieder vorgeschlagen haben, ausüben.

Art. 452/3 - Die Kommission ist beschlussfähig wenn der Vorsitzende und wenigstens drei andere Mitglieder anwesend sind.

Der Vorsitzende hat keine beschließende Stimme.

Bei Stimmgleichheit gilt das Gutachten als positiv zugunsten des Urhebers des Einspruchs.

Art. 452/4 - Die Ernennung eines Mitglieds der beratenden Kommission läuft ab entweder bei einer Erneuerung der Kommission, oder falls dieses Mitglied die Eigenschaft, auf deren Grundlage es ernannt wurde, nicht mehr besitzt.

Bei Vakanz wird das stellvertretende Mitglied zum Vollmitglied. Das stellvertretende Mitglied wird innerhalb von zwei Monaten ab der Vakanz ersetzt, in Übereinstimmung mit den in Art. 452/2 angeführten Durchführungsbestimmungen.

Art. 452/5 - Mit Ausnahme des Vorsitzenden und dessen Stellvertreter ist es den Beamten und Bediensteten der Region untersagt, Mitglied der beratenden Kommission zu sein.

Es ist jedem Mitglied der Kommission, einschließlich des Vorsitzenden und dessen Stellvertreter, untersagt, an den Sitzungen teilzunehmen, wenn es ein unmittelbares Interesse an einer zur Beratung stehenden Frage hat, sei es persönlich, oder über eine Drittperson, oder als Bevollmächtigter.

Jedes Mitglied ist verpflichtet, die Vertraulichkeit der Beratung und des Gutachtens der Kommission zu beachten.

Auf Vorschlag des Vorsitzenden und dessen Stellvertreter kann jedes Mitglied der Kommission, nachdem es vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, angehört wurde, im Falle eines notorischen Fehlverhaltens oder einer schwerwiegenden Pflichtverletzung, oder wenn es von mehr als drei aufeinanderfolgenden Sitzungen abwesend ist (außer bei höherer Gewalt) von der Regierung abberufen werden.

Art. 452/6 - Der Vorsitzende der beratenden Kommission und ggf. dessen Stellvertreter haben Anrecht auf :

1° ein Sitzungsgeld von 35,00 Euro pro behandelte Akte, mit einem Mindestbetrag in Höhe von 70,00 Euro und einem Höchstbetrag in Höhe von 210,00 Euro pro Tag;

2° die Rückerstattung der Fahrtkosten gemäß der im Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegten Bestimmungen.

Die Mitglieder der Kommission haben Anrecht auf :

1° ein Sitzungsgeld von 25,00 Euro pro behandelte Akte, mit einem Mindestbetrag in Höhe von 50,00 Euro und einem Höchstbetrag in Höhe von 150,00 Euro pro Tag;

2° die Rückerstattung der Fahrtkosten gemäß der im Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegten Bestimmungen.

Die betroffenen Personen werden den Bezugsberechtigten gleichgestellt, die Inhaber eines Dienstgrads der Stufe 1 im Sinne des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes sind.

Art. 452/7 - Die beratende Kommission kann eine Geschäftsordnung festlegen, die sie der Regierung zur Genehmigung unterbreitet.

Abschnitt 3 - Die Überprüfung der Einsprüche

Art. 452/8 - Die in Artikel 119 und 127 § 6 angeführten Einsprüche sind durch eine Sendung an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region zu richten.

Der Antragsteller, der den Einspruch einlegt, gibt Folgendes an:

1° entweder das Datum, an dem er den in Artikel 119 § 1 Absatz 1 1° oder 2° angeführten Beschluss erhalten hat;

2° oder das Datum der in Art. 119 § 1 Absatz 1 3° erwähnten Sendung;

3° oder das Datum, an dem er den in Artikel 127, § 4, Absatz 1 angeführten Beschluss erhalten hat;

4° oder das Datum der in Artikel 127 § 2 Absatz 1 erwähnten Sendung falls der in Art. 127 § 4 Absatz 3 erwähnte Beschluss nicht getroffen wurde;

Dem Einspruch legt der Antragsteller eine Abschrift der Pläne des Antrags auf Genehmigung und ggf. des Beschlusses, für den der Einspruch erhoben ist, bei.

Den Einsprüchen nach Art. 108 § 2 und 119 § 2 wird eine Abschrift der betreffenden Akte und ein Markierungsplan, der Folgendes betrifft, beigelegt:

1° die Lage des Immobilienguts auf dem Sektorenplan und ggf. auf dem kommunalen Raumordnungsplan, dem kommunalen Strukturschema, dem Leitplan, im dem Städtebau- und Umweltbericht, in der Parzellierungsgenehmigung, entlang eines regionalen oder provinziellen Wegenetzes, entlang eines kommunalen Wegenetzes, das Gegenstand eines Fluchtlinienplans war, entlang einer Eisenbahnstrecke oder entlang eines schiffbaren oder nichtschiffbaren Wasserlaufs;

2° die Existenz von Grunddienstbarkeiten oder Reservezonen, einer anwendbaren regionalen Städtebauordnung, einer anwendbaren kommunalen Städtebauordnung, eines operationellen Raumordnungs- oder Städtebauverfahrens oder eines durch Protokoll festgestellten Verstoßes;

3° die Eintragung des Immobilienguts in das Verzeichnis des Immobilienerbes oder in eine Schutzliste, die Angabe, dass es im Sinne von Art. 208 vorläufig oder endgültig unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, seine Lage in einer in Artikel 209 angeführten Schutzzone oder in einer in dem in Artikel 233 genannten Atlas angeführten Stätte, oder wenn es Gegenstand von gleichwertigen Formalitäten auf der Grundlage der im deutschen Sprachgebiet anwendbaren Gesetzgebung ist.

Der Markierungsplan beinhaltet ebenfalls jegliche sonstige Information, die für die Regierung von Interesse sein kann.

Art. 452/9 - Innerhalb zehn Tagen ab dem Eingang des Einspruchs übermittelt die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region :

1° der Person, die den Einspruch eingelegt hat, eine Empfangsbestätigung, in der der Ort und das Datum der Anhörung, zu der sie vorgeladen wird, bestimmt werden; falls der Antragsteller den Einspruch eingelegt hat, wird der Inhalt von Art. 452/10 erwähnt;

2° den anderen Parteien eine Abschrift der Einspruchsakte und der Empfangsbestätigung sowie die Vorladung zur Anhörung.

Art. 452/10 - Haben sie den Einspruch nicht eingereicht, so übermitteln das Bürgermeister und Schöffenkollegium und der bevollmächtigte Beamte an die in Artikel 452/8 angeführte Anschrift innerhalb von fünf Tagen nach Eingang der in Artikel 120 Absatz 1 2° angeführten Schriftstücke eine Abschrift der betreffenden Akte, die den in Artikel 452/8 Absatz 3 angeführten Markierungsplan beinhaltet.

Art. 452/11 - Innerhalb zwanzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs übermittelt die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region dem Sekretariat der beratenden Kommission eine Abschrift des Einspruchs und der in Art. 119 § 1 Absatz 2 erwähnten Elemente.

Das Sekretariat der Kommission hält den Einspruch und die vorerwähnten Elemente zur Verfügung der Mitglieder.

Art. 452/12 - Spätestens am Werktag vor der Anhörung hinterlegt die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region beim Sekretariat der beratenden Kommission eine Unterlage, in der ausschließlich der Rahmen, in den sich das Projekt einfügt, näher umschrieben wird, d.h.:

1° die Lage und ggf. die Abweichungen zum Sektorenplan, zur einer regionalen Städtebauordnung, zur kommunalen Städtebauordnung, zur einem kommunalen Raumordnungsplan oder einer Parzellierungsgenehmigung sowie die Eintragung des Immobilienguts in das kommunale Strukturschema oder in einen Städtebau- und Umweltbericht;

2° ggf. die Eintragung des Guts in das Verzeichnis des Immobiliärerbes oder in eine Schutzliste, den Vermerk, ob es im Sinne von Art. 208 unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht oder künftig stehen wird, seine Lage in einer in Artikel 209 angeführten Schutzzone oder in einer in dem in Artikel 233 genannten Atlas angeführten Stätte, oder einer Stätte, die Gegenstand von gleichwertigen Formalitäten auf der Grundlage der im deutschen Sprachgebiet anwendbaren Gesetzgebung ist.

Art. 452/13 - Innerhalb vierzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs erörtert die beratende Kommission ihr begründetes Gutachten aufgrund des in Art. 452/12 Absatz 2 erwähnten Rahmens und der örtlichen städtebaulichen und architektonischen Gegebenheiten. In dem Gutachten wird angegeben, in wie weit das Projekt, das Gegenstand des Einspruchs ist, die allgemeine Zweckbestimmung des Gebiets und seine architektonischen Eigenschaften beeinträchtigt oder nicht.

Art. 452/14 - Das in Artikel 121 angeführte Erinnerungsschreiben ist Gegenstand einer Mitteilung, deren Sende- und Empfangsdatum genau festgelegt werden können, was die Art des benutzten Postdienstes auch sein mag.

Das Erinnerungsschreiben enthält folgende Angaben:

1° Name und Anschrift des Antragstellers;

2° die Aktenzeichen;

3° den Begriff "Erinnerungsschreiben".»

Art. 2 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 zur Ernennung der Mitglieder der beratenden Kommission für bei der Regierung eingereichte Einsprüche, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 24. März 2005, bleibt anwendbar bis zum Inkrafttreten des auf der Grundlage von dem in Art. 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Artikel 452/2 desselben Gesetzbuches verabschiedeten Erlasses der Wallonischen Regierung.

Art. 3 - Der für räumliche Entwicklung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Oktober 2005

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 3110

[2005/203186]

27 OKTOBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wat betreft de adviescommissie en de behandeling van de beroepen bij de Regering

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging, inzonderheid op de artikelen 4, 6, 108, 119, 120, 127, 133, 208, 209, 233 en de artikelen 452/1 en volgende;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 13 december 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 juli 2005;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, dat geacht is gunstig te zijn overeenkomstig artikel 4, lid 1, 3°, van het Wetboek;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Besluit :

Artikel 1. Hoofdstuk XXI van titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK XXI. — *Adviescommissie en behandeling van de beroepen bij de Regering*

Afdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 452/1. De adviescommissie bedoeld in artikel 120 zetelt in de lokalen aangewezen door de Minister bevoegd voor Ruimtelijke ordening.

Het secretariaat van de adviescommissie wordt waargenomen overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de gewestelijke economische raad voor Wallonië betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een economische en sociale Raad van het Waalse Gewest.

Afdeling 2. — Adviescommissie

Art. 452/2. § 1. De voorzitter van de adviescommissie wordt door de Regering benoemd.

Naast de voorzitter worden de leden door de Regering benoemd op grond van :

1° twee lijsten van vijf personen die elk voorgedragen worden door de gewestelijke commissie van ruimtelijke ordening;

2° twee lijsten van vijf personen die elk voorgedragen worden door de Orde van de architecten uit de personen die overeenkomstig artikel 11 belast zijn met de uitwerking of de herziening van de ontwikkelingsplannen of stedenbouwkundige reglementen of die lid zijn van de Kamer van Stedenbouwkundigen van België;

3° twee lijsten van vijf personen die elk voorgedragen worden door de bestendige deputaties van de provincieraden;

4° twee lijsten van twee personen die elk voorgedragen worden door de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest.

§ 2. Het lid van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest zetelt enkel in de adviescommissie als het beroep betrekking heeft op de vergunningen bedoeld in artikel 109.

§ 3. De Regering benoemt de personen die de voorzitter en de leden bedoeld in § 1 vervangen.

De plaatsvervanger zetelt rechtsgeldig indien de persoon die hij vervangt, verhinderd is.

Op straffe van onverenigbaarheid kan geen enkele persoon die in de adviescommissie zetelt een mandaat uitoefenen bij verschillende organen die leden voorgedragen hebben.

Art. 452/3. De Commissie beraadslaagt rechtsgeldig als minstens de voorzitter en drie andere leden aanwezig zijn.

De voorzitter is niet stemgerechtigd.

Bij staking van stemmen wordt het advies geacht gunstig te zijn voor de beroepsindieners.

Art. 452/4. De benoeming van een lid van de adviescommissie wordt beëindigd bij hernieuwing van de commissie of bij verlies van hoedanigheid op grond waarvan het lid is benoemd.

Indien het mandaat openvalt, wordt de plaatsvervanger gewoon lid. De plaatsvervanger wordt binnen de twee maanden na het openvallen vervangen op de wijze bedoeld in artikel 452/2.

Art. 452/5. De voorzitter en diens plaatsvervanger uitgezonderd, kunnen ambtenaren en personeelsleden van het Waals Gewest niet lid worden van de adviescommissie.

Met inbegrip van de voorzitter of diens plaatsvervanger is het elk commissielid verboden te zetelen indien het een rechtstreeks belang heeft in de aangelegenheid waarom advies wordt verzocht, ofwel persoonlijk, ofwel via een tussenpersoon, ofwel als zaakgelastigde.

Elk lid dient het vertrouwelijk karakter van de beraadslagingen en het advies van de commissie in acht te nemen.

Op voorstel van de voorzitter of diens plaatsvervanger en na door de Minister bevoegd voor Ruimtelijke ordening te zijn gehoord, kan elk commissielid door de regering afgezet worden in geval van kennelijk wangedrag of plichtsverzuim of indien het afwezig blijft van meer dan drie opeenvolgende vergaderingen, overmacht niet te na gesproken.

Art. 452/6. De voorzitter van de adviescommissie en, in voorkomend geval, diens plaatsvervanger hebben recht op :

1° 35,00 euro aanwezigheidsgeld per behandeld dossier met een minimum van 70,00 euro en een maximum van 210,00 euro per dag;

2° de terugbetaling van de reiskosten op de wijze bepaald door de Waalse Ambtenarencode.

De commissieleden hebben recht op :

1° 25,00 euro aanwezigheidsgeld per behandeld dossier met een minimum van 50,00 euro en een maximum van 150,00 euro per dag;

2° de terugbetaling van de reiskosten op de wijze bepaald door de Waalse Ambtenarencode.

De betrokken personen worden gelijkgesteld met gerechtigden houder van een graad van niveau 1 in de zin van de Waalse Ambtenarencode.

Art. 452/7. De adviescommissie stelt een huishoudelijk reglement op dat de goedkeuring van de Waalse Regering behoeft.

Afdeling 3. — Behandeling van de beroepen

Art. 452/8. - De beroepen bedoeld in de artikelen 119 en 127, § 6, worden per schrijven gericht aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De verzoeker die het beroep indient, vermeldt :

1° ofwel de datum waarop hij de beslissing bedoeld in artikel 119, § 1, lid 1, 1° of 2° gekregen heeft;

2° ofwel de datum van het schrijven bedoeld in artikel 119, § 1, lid 1, 3°;

3° ofwel de datum waarop hij de beslissing bedoeld in artikel 127, § 4, lid 1, gekregen heeft;

4° ofwel, bij uitblijven van de beslissing bedoeld in artikel 127, § 4, lid 3, de datum van het schrijven bedoeld in artikel 127, § 2, lid 1.

De verzoeker voegt een afschrift van de plannen van de vergunningsaanvraag en, in voorkomend geval, van de beslissing die het voorwerp van het beroep vormt, bij dat beroep.

Bij de beroepen bedoeld in de artikelen 108, § 2, en 119, § 2, wordt een afschrift van het betrokken dossier gevoegd, alsook een positiebepaling met het oog op :

1° de ligging van het onroerend goed op het gewestplan en, in voorkomend geval, op het gemeentelijk plan van aanleg, op het gemeentelijk structuurplan, op het leidend schema, op het stedenbouwkundig en milieuverslag, op de verkavelingsvergunning, langs een gewest- of provincieweg, langs een gemeenteweg waarvoor een rooiplan is opgesteld, langs een spoorweg of een al dan niet bevaarbare waterloop;

2° het voorhanden zijn van erfdiensbaarheden of reservaties, van een geldend gewestelijk stedenbouwkundig reglement, een geldend gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, een operationele ruimtelijke ordenings- of stedenbouwprocedure of een bij proces-verbaal vastgestelde overtreding;

3° de opneming van het onroerend goed op de inventaris van het onroerend erfgoed of een beschermingslijst, diens opneming of voorlopige opneming in de zin van artikel 208, diens ligging in een beschermingsgebied bedoeld in artikel 209, in een site opgenomen in de inventaris bedoeld in artikel 233 of het voorwerp uitmakend van gelijkaardige formaliteiten krachtens de in het Duitse taalgebied geldende decreetgeving.

De positiebepaling houdt elke andere inlichting in die de regering nader zou kunnen informeren.

Art. 452/9. - Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep wordt door het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Waalse Gewest overgemaakt :

1° aan de persoon die het beroep ingediend heeft, een bericht van ontvangst waarin plaats en datum medegedeeld worden van de hoorzitting waarop de persoon verzocht wordt zich te melden en, indien de verzoeker het beroep heeft ingediend, de inhoud van artikel 452/10 wordt opgegeven;

2° aan de andere partijen, een afschrift van het beroepsdossier en van het bericht van ontvangst, evenals een verzoek om op de hoorzitting te verschijnen.

Art. 452/10. Indien zij geen beroep hebben ingediend, maken het college van burgemeester en schepenen en de gemachtigd ambtenaar op het adres bedoeld in artikel 452/8 en binnen de vijf werkdagen na de ontvangst van de stukken bedoeld in artikel 120, lid 1, 2°, een afschrift van het betrokken dossier met de positiebepaling bedoeld in artikel 452/8, lid 3, over.

Art. 452/11. Binnen de twintig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep wordt door het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Waalse Gewest een afschrift van het beroep en de bestanddelen bedoeld in artikel 119, § 1, lid 2 aan het secretariaat van de adviescommissie overgemaakt.

Het secretariaat van de commissie houdt het beroep en de bestanddelen zoals voorvermeld ter beschikking van de leden.

Art. 452/12. Uiterlijk de werkdag vóór het plaatsvinden van de hoorzitting wordt door het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Waalse Gewest een document ingediend waarin uitsluitend het ruimer verband waarin het project kadert bij het secretariaat van de adviescommissie aangegeven wordt, namelijk :

1° de ligging en, in voorkomend geval, de afwijkingen van het gewestplan, van een gewestelijk stedenbouwkundig reglement, het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, een gemeentelijk plan van aanleg of een verkavelingsvergunning, evenals de opneming van het onroerend goed in het gemeentelijk structuurplan of in een stedenbouwkundig en milieuverslag;

2° in voorkomend geval, de opneming van het onroerend goed in de inventaris van het onroerend erfgoed of de beschermingslijst, diens opneming of voorlopige opneming in de zin van artikel 208, diens ligging in een beschermingsgebied bedoeld in artikel 209, in een site opgenomen in de inventaris bedoeld in artikel 233 of het voorwerp uitmakend van gelijkaardige formaliteiten krachtens de in het Duitse taalgebied geldende decreetgeving.

Art. 452/13. Binnen de veertig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep brengt de adviescommissie haar gemotiveerd advies uit in functie van het ruimer verband bedoeld in artikel 452/12, lid 2, en van de plaatselijke stedenbouwkundige en architectonische omstandigheden. In het advies wordt aangegeven waarom de algemene bestemming van het gebied en diens architectonische karakter al dan niet in gevaar worden gebracht door het project waartegen een beroep is ingediend.

Art. 452/14. De rappelbrief bedoeld in artikel 121 moet een zending met vaste dagtekening zijn voor de verzending en de ontvangst van de akte, welke uitreikingsdienst er ook gebruikt wordt.

De rappelbrief bevat de volgende gegevens :

1° naam en adres van de verzoeker;

2° referenties van het dossier;

3° de term "rappel". »

Art. 2. Het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot benoeming van de leden van de adviescommissie over de beroepen die bij de Regering worden ingediend, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005, blijft in werking tot en met de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering dat goed is gekeurd op grond van artikel 452/2 van hetzelfde Wetboek, bedoeld in artikel 1 van dit besluit.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 oktober 2005.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE